

JOURNÉES RURALES 2004 EN ARIÈGE (13-16 septembre)**« Vivre et habiter dans les campagnes de faible densité »**

Les 36^e journées de la Commission de Géographie Rurale se sont déroulées en Ariège les 13 et 14 septembre 2004. Elles furent le préambule du colloque franco-espagnol de géographie rurale des 15 et 16 septembre à Foix. L'organisation de l'ensemble a été assurée par l'équipe Dynamiques Rurales de l'université de Toulouse-le-Mirail.

**RÉSISTANCES ET INNOVATIONS EN FAIBLE DENSITÉ :
JALONS POUR L'ÉTUDE DE CAMPAGNES ARIÉGOISES**

Les deux journées de terrain en Ariège ont été l'occasion de rencontrer de nombreux agriculteurs et de nous laisser entrevoir tout l'éventail des modes d'adaptation par rapport au modèle agricole européen, depuis les productivistes intégrés à la filière agroalimentaire jusqu'aux contestataires radicaux prônant une exploitation d'autosubsistance, depuis le produit agricole standard industrialisé jusqu'au produit territorialisé.

Parmi **ceux qui appliquent le « modèle lait »**, la famille Mascarenc. Le couple est arrivé dans les collines en 1978 avec 32 vaches, car le coût des exploitations en plaine était trop cher pour eux. En 1986, les 2 frères font un GAEC avec 600 000 l de lait de quotas. Aujourd'hui, les 2 frères, une conjointe et un neveu travaillent là. Ils possèdent 100 vaches laitières + veaux de boucherie pour 2 bouchers des environs. L'exploitation compte 190 ha avec du blé et de l'orge pour le bétail et pour vendre à une coop., du maïs-ensilage pour le bétail et 45 ha de ray-grass. Ils achètent des aliments en plus : oléoprotéagineux + tourteaux de soja, pulpe de betteraves (déchets industriels des sucreries et des huileries, peu coûteux sur le marché mondial). Le travail est très important : la traite dure 3h chaque matin et 2h30 chaque soir et mme Mascurenc ne part jamais en vacances plus de 2-3 jours. Elle a vu une fois la Beauce qu'elle a trouvée magnifique, du train, en allant au salon de l'Agriculture. Il y a peu la laiterie où ils livraient leur production, Parmalat (IAA italienne) n'a pas payé plusieurs mois de livraison. Le GAEC a perdu 35 000 euros, l'affaire est en procès. Maintenant ils livrent à Besnier. Monsieur Mascarenc est depuis lors un homme en colère.

M. Mistou illustre bien le cas d'**un agriculteur fatigué qui souhaiterait chargé quelque chose sans avoir encore trouvé quoi**. L'exploitation de la famille Mistou (un couple et leur jeune fils) se compose de :

- 57 ha de maïs-semence sous contrat avec Monsanto, suite au rachat d'une entreprise locale. (Ce lien avec Monsanto lui pose question : il était pour, mais il est devenu contre les OGM. Il pensait que cela nourrirait la planète. Pourtant depuis qu'il a vu à la télé que cela avait poussé des Indiens sur-endettés au suicide, il considère que les OGM sont un moyen supplémentaire de contrôle des IAA sur le paysannat.)

Cette activité représente beaucoup de travail pendant les 3 mois d'été pour la castration du maïs, elle nécessite l'emploi de nombreux saisonniers.

- 60 000 volailles vendues à une coop. en label rouge et en vente directe sur les marchés.
 - 140 brebis dont les agneaux sont vendus en label rouge
 - 20 ha de pois irrigué et 20 ha de blé pour son élevage
 - 1ha d'asperges commercialisées en vente directe en février, mars.
- Il a été déplacé 1 fois pour faire le péage de l'autoroute, on parle maintenant de faire un 3^e aéroport pour Toulouse, sur son exploitation.

Plusieurs agriculteurs tentent de **raccourcir le circuit de vente**.

Ainsi, David Eychennes, éleveur de vaches gasconnes. En 1999, à 30 ans, après un BTS agricole et huit ans hors de l'Ariège, notamment en Bretagne, David Eychenne est revenu en Ariège pour s'installer. N'étant pas fils d'agriculteur, et ne souhaitant pas acheter de terres, il a trouvé par sa famille éloignée, une ferme de 35 ha en 1999. Il achète de bonnes vaches, mais limite les frais matériel (tracteur d'occasion et hangar fait en famille). Il trouve 30 autres hectares et une place en estive. Aujourd'hui, il a 15 bœufs « broutards », 15 génisses et des vaches ; il vend tout en vente directe. Il gagnait 2 000 francs par mois au début, 4 000 maintenant et il mise sur entre 6 000 et 8 000 francs à terme. Pour ce militant syndical de la Confédération Paysanne, il n'y a pas que le travail dans la vie, il y a ses enfants et sa compagne.

De même, Phillipe Lacube, éleveur de vaches à viande de race gasconne des Cabannes, a décidé de faire de la vente directe « pour vendre les choses au prix qu'elles coûtent ». Ses clients potentiels résidant dans les villes du nord de la France, il mise sur le tourisme pour toucher sa clientèle potentielle. Il loue des gîtes ruraux, il anime des visites commentées de l'estive, il a deux magasins en association avec d'autres producteurs, il participe à de nombreux salons de gastronomie. Il a racheté un abattoir et intègre de plus en plus la transformation, organisant une filière complète.

Parmi nos visites, Patrick Terris fait figure d'alternatif au modèle, avec **une exploitation agricole vivrière commerciale**. Patrick est arrivé sur le plateau au village de Quanterat en 1979-80 : le village était abandonné depuis 6 ans. Il voulait vivre sur une petite structure capable d'assurer la subsistance de 5 personnes. Il fait du fromage de lait de vache bio, du veau de boucherie (6 vaches), des porcelets de plein air (15 porcs), il a un grand potager et il vit en autosubsistance alimentaire (il fait des centaines de bocaux chaque été). Il ne demande aucune subvention, il ne fait aucun emprunt. Ses bâtiments ont été construits par échanges de coups de main et par les SEL (Système d'échanges locaux pour lesquels les Ariègeois ont été les précurseurs en France à partir de 1994).

Aujourd'hui il y a 20 personnes qui vivent dans le village sur 80 ha de terres ingrates.

Plus radicaux, les activistes du réseau Droit Paysan défendent **un système agricole d'auto-subsistance et de pluriactifs**. Chacun à droit à un toit et à une terre. Partant de cet axiome de base et opposés à « l'assistanat des pauvres », Droit Paysan accueille en espace rural des gens sans savoir-faire, sans argent et sans projet, avec l'objectif de leur construire une maison de 50m² et de leur apprendre à travailler la terre en 5 ans, d'abord dans un but d'autoconsommation mais sans rejeter totalement la possibilité de vendre une partie de la production. Droit Paysan revendique 1 à 2% de la terre en France, pour permettre l'installation de tous les gens qui ont besoin. Ils estiment qu'à la campagne, on peut vivre avec le RMI, plus l'autoconsommation, plus les SEL. Pour eux, les marginaux d'hier sont les acteurs d'aujourd'hui.

Au delà des aspects agricoles, ces deux journées en Ariège nous ont également permis de constater combien la proto-industrie, puis **l'industrie notamment du fer (vallée de l'Ariège), du textile (vallée du Touyres) et de la corne (vallée de l'Hers), ont façonné les vallées du département de l'Ariège**. Non sans humour, Jean-Paul Métaillé nous présenta ainsi les forêts de la vallée de l'Ariège comme « un paysage industriel », issu du besoin des forges nées dès l'Antiquité et qui persistent ici jusqu'en 1882, après une phase de grande prospérité à l'époque médiévale. L'industrie textile en vallée de la Touyres fut abordée par un arrêt à Lavelanet (qui permet également à chacun de se remémorer quelques classiques de l'étude des cartes). Cette autre industrie ariégeoise, liée au très ancien négoce drapier de la Méditerranée, comptait en 1975 dans le périmètre de l'actuel « Pays cathare », 6 000 salariés pour un total de 17 000 salariés de l'industrie. Avec la crise du modèle industriel fordiste, ils ne sont plus que 2 000 aujourd'hui dans le textile (pour l'habillement et les sièges automobiles), soit une perte de deux tiers. La ville de Lavelanet comptait 10 à 12 000 habitants voilà deux décennies, pour 6 à 7 000 habitants actuellement.

Le pique-nique sur le plateau de Beille a été l'occasion d'aborder le thème du tourisme en Ariège. Le plateau de Beille a été ouvert à la pratique du ski en 1988-89 et a connu son apogée de fréquentation en 1997-98 avec plus 100 000 personnes. Il s'agit d'un stade de neige, sans hébergement, destiné au ski de fond et à la pratique des raquettes. La clientèle est à 80%, issue des trois départements limitrophes. Le plateau est un lieu d'estive à la saison chaude. Le chiffre d'affaires de la station couvre tout juste les lourds frais d'entretien de la route d'accès (550 000 euros par hiver). La difficulté d'assurer la pérennité et l'animation des équipements de tourisme sur le long terme, a été également entraperçue au centre de la préhistoire de la vallée de l'Ariège, où eut lieu le dîner du colloque franco-espagnol le 16 septembre.

Enfin, l'écomusée d'Alzen nous permet de constater la capacité de renaissance rurale du Séronnais. Cette communauté se compose de 15 communes, comptant 3 000 habitants en tout, avec une commune de 1 000 habitants, une commune de 500 habitants et 13 autres de 17 à 150 habitants. La communauté s'est constituée autour des ordures ménagères en 1983 et en district à partir de 1991.

Dans la commune d'Alzen, il y avait 1 800 habitants en 1900 et 63 en 1975 : c'est dire le déclin ! L'électricité fut installée en 1937 et l'eau potable en réseau en 1976. Cette année-là, l'arrivée de 3 familles a permis la réouverture de l'école primaire avec 4 enfants. La rénovation de maisons attire quelques familles : l'école compte 10 enfants. La politique du conseil municipal s'appuie sur l'attraction de nouveaux habitants, avec la création de HLM. En 1983 : 15 enfants à l'école, puis bientôt 30 avec l'ouverture d'une école maternelle. Aujourd'hui, en 2004, Alsen compte 63 enfants scolarisés. La communauté de communes mise sur le maintien à domicile des personnes âgées et une politique en faveur de l'enfance. Il y a 15 classes sur la communauté et toutes bénéficient d'une prise en charge des fournitures scolaires, d'un accueil périscolaire, d'un centre de loisirs (20 emplois soit 13 ETP), avec une cuisine centrale pour les enfants et les personnes âgées qui sert 300 repas par jour. Les élus de la communauté de communes ont renoncé à leurs indemnités et avec les 300 000 francs ainsi économisés ils ont créé 2 emplois administratifs pour les aider. Le Séronnais compte une maison médicale avec deux médecins, deux dentistes, un kinésithérapeute et une infirmière.

En 1998, une association « Espace » est née de 4 personnes nouvellement installées. Avec une chargée de communication, cette association travaille avec la communauté et le collectif Ville-Campagne pour favoriser l'installation de nouvelles familles et le développement économique du Séronnais. Sur 50 contacts par an et 30 visites, il y a au total 5 à 6 créations

effectives par an. Les projets de création de son propre emploi concernent essentiellement l'agriculture, l'accueil touristique, le commerce et l'artisanat du bâtiment. L'écomusée d'Alzen nous reçut à dîner avec un décor et un menu alliant rusticité et modernité, ruralité et culture, petit nombre et richesse de l'échange, soulignant combien l'espace rural y compris (et peut être surtout) des faibles densités a des atouts en mains pour l'avenir.

Valérie JOUSSEAUME
La secrétaire